

Introduction à la comptabilisation des cryptomonnaies selon les Normes comptables pour les entreprises à capital fermé

Janvier 2019



Introduction à la comptabilisation des cryptomonnaies selon les Normes comptables pour les entreprises à capital fermé

Janvier 2019

Avertissement

Le présent document, préparé par Comptables professionnels agréés du Canada (CPA Canada), fournit des indications ne faisant pas autorité. Les informations qu'il contient ne reflètent pas les opinions du Conseil des normes comptables (CNC) du Canada. CPA Canada n'assume aucune responsabilité ou obligation pouvant résulter directement ou indirectement du fait qu'une personne ait utilisé ou appliqué le présent document ou s'y soit fiée.

Le présent document contient des informations générales seulement. Il ne saurait se substituer aux conseils de professionnels.

Copyright © 2019 Comptables professionnels agréés du Canada

Tous droits réservés. Cette publication est protégée par des droits d'auteur et ne peut être reproduite, stockée dans un système de recherche documentaire ou transmise de quelque manière que ce soit (électroniquement, mécaniquement, par photocopie, enregistrement ou toute autre méthode) sans autorisation écrite préalable.

Pour savoir comment obtenir cette autorisation, veuillez écrire à permissions@cpacanada.ca

Table des matières

Objet de la présente publication	1
Informations générales	2
Portée	4
Questions de comptabilité	5
Une cryptomonnaie est-elle un actif?	5
Déterminer la NCECF à appliquer	6
Une cryptomonnaie est-elle de la trésorerie (ou un équivalent de trésorerie)?	6
Une cryptomonnaie est-elle un actif financier autre que de la trésorerie?	7
Une cryptomonnaie est-elle un placement?	8
Une cryptomonnaie est-elle un actif incorporel?	8
Une cryptomonnaie est-elle un élément des stocks?	9
Autres considérations	9
Résumé	10
Informations à fournir	12
Incidences fiscales	13
Incidences sur l'impôt sur le revenu	13
Conséquences au chapitre de la taxe sur les produits et services / la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH)	14
Annexe – Pour de plus amples informations	16

Objet de la présente publication

Cette publication a été élaborée pour renseigner les lecteurs sur les monnaies numériques, communément appelées « cryptomonnaies », ainsi que sur les principales questions relatives à la comptabilisation des cryptomonnaies détenues selon les Normes comptables pour les entreprises à capital fermé (NCECF). Cette publication présente aussi sommairement certaines des répercussions fiscales associées aux placements et aux transactions en cryptomonnaie. CPA Canada a également préparé [un document qui traite de la comptabilisation des cryptomonnaies](#) détenues selon les Normes internationales d'information financières (IFRS®).

Nous encourageons la direction à analyser et à mieux comprendre les principales caractéristiques des cryptomonnaies qui sont pertinentes pour l'entreprise. En outre, les préparateurs de rapports financiers devraient évaluer le caractère approprié de leurs méthodes comptables relatives aux cryptomonnaies et s'assurer que les informations qu'ils fournissent sur celles-ci sont suffisamment transparentes pour répondre aux besoins des utilisateurs. Les préparateurs devraient consulter leurs conseillers professionnels.

Nous encourageons par ailleurs les organismes de normalisation comptable à entreprendre des recherches à ce sujet, afin de mieux comprendre et de mieux évaluer l'incidence potentielle des cryptomonnaies et de s'assurer que leur comptabilisation donne lieu à la présentation d'une information pertinente et utile.

Nous invitons les lecteurs à nous communiquer tout commentaire ou point de vue qui pourrait nous aider à élaborer d'autres publications sur ce sujet.

Rosemary McGuire, CPA, CA

Directrice
Recherche, orientation et soutien
CPA Canada
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
Courriel : rmcguire@cpacanada.ca

Michael Massoud, CPA, CA, CPA (IL)

Directeur de projets
Recherche, orientation et soutien
CPA Canada
277, rue Wellington Ouest
Toronto (Ontario) M5V 3H2
Courriel : mmassoud@cpacanada.ca

Informations générales

Le mot « cryptomonnaies » est souvent utilisé comme terme générique pour désigner l'ensemble des cryptoactifs. Aux fins du présent document, le terme « cryptomonnaies » s'entend uniquement des cryptomonnaies qui sont utilisées comme moyen d'échange et qui se veulent une solution de rechange aux monnaies fiduciaires émises par un gouvernement. Nous nous penchons donc uniquement sur ce sous-ensemble spécifique de cryptoactifs. Ces cryptomonnaies n'ont pas de substance physique et elles ne sont généralement pas liées à une monnaie ou garanties par un gouvernement, une banque centrale, une entité juridique, un actif sous-jacent ou une marchandise. Par exemple, le bitcoin serait considéré comme une cryptomonnaie de ce type, alors que les jetons, qui ne fonctionnent pas comme un moyen d'échange à usage général, ne le seraient pas.

La détention de cryptomonnaies permet aux particuliers et aux entreprises de conclure des transactions directement entre eux, sans devoir recourir à des intermédiaires comme des banques ou d'autres institutions financières. Ces transactions en cryptomonnaies reposent sur une technologie clé appelée « chaîne de blocs ». Pour obtenir un aperçu de ce qu'est la technologie de la chaîne de blocs, consultez la publication de CPA Canada intitulée [Perturbation technologique des marchés financiers et de la communication de l'information? Aperçu de la chaîne de blocs](#).

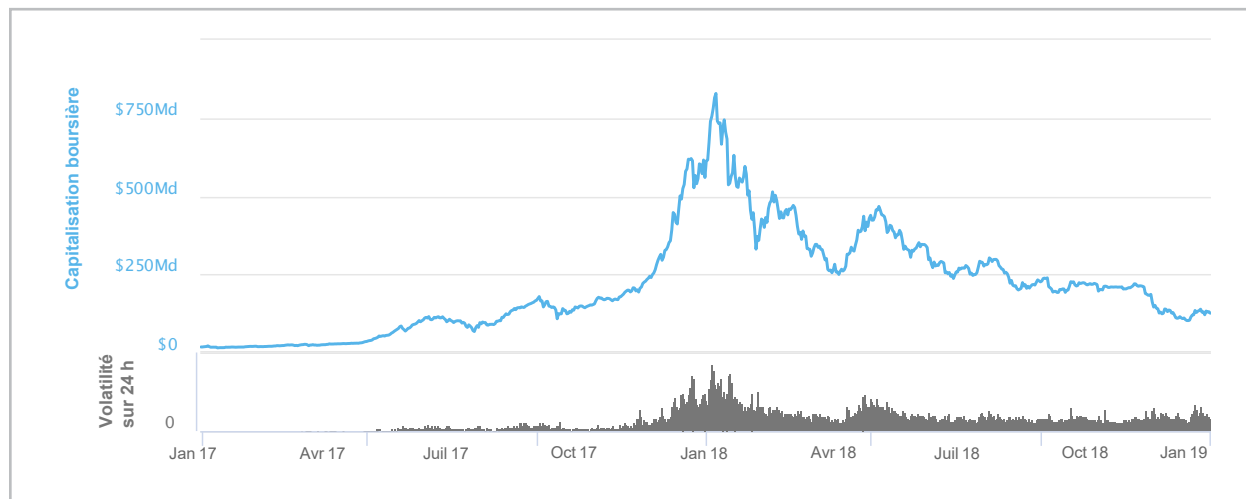
L'ascension fulgurante et la volatilité des cryptomonnaies suscitent un vif intérêt à l'échelle mondiale et font l'objet d'une surveillance accrue de la part des organisations, des investisseurs, des autorités de réglementation, des gouvernements et d'autres groupes ou personnes. Les parties intéressées se préoccupent des conséquences comptables et fiscales qui sont associées aux cryptomonnaies.

La [figure 1](#) ci-dessous montre que la capitalisation boursière des cryptomonnaies a augmenté de 547 G\$ US au cours de 2017, soit 3 038 %¹. Cette augmentation marquée a été suivie d'une diminution substantielle en 2018, alors que la capitalisation boursière des cryptomonnaies a chuté d'environ 490 G\$ US ou 80 % pour s'établir à 126 G\$ US. La cryptomonnaie la plus répandue et la plus largement utilisée est le bitcoin; il y a cependant plus de 2000 cryptomonnaies en circulation². Chacune d'entre elles possède ses propres caractéristiques et spécificités, ce qui en rend la compréhension et la comptabilisation particulièrement difficiles.

1 <https://coinmarketcap.com/fr/charts/>.

2 <https://coinmarketcap.com/fr/charts/>, consulté le 31 décembre 2018.

FIGURE 1



La figure 1 illustre la volatilité de la capitalisation boursière des cryptomonnaies entre le 1^{er} janvier 2017 et le 31 décembre 2018³.

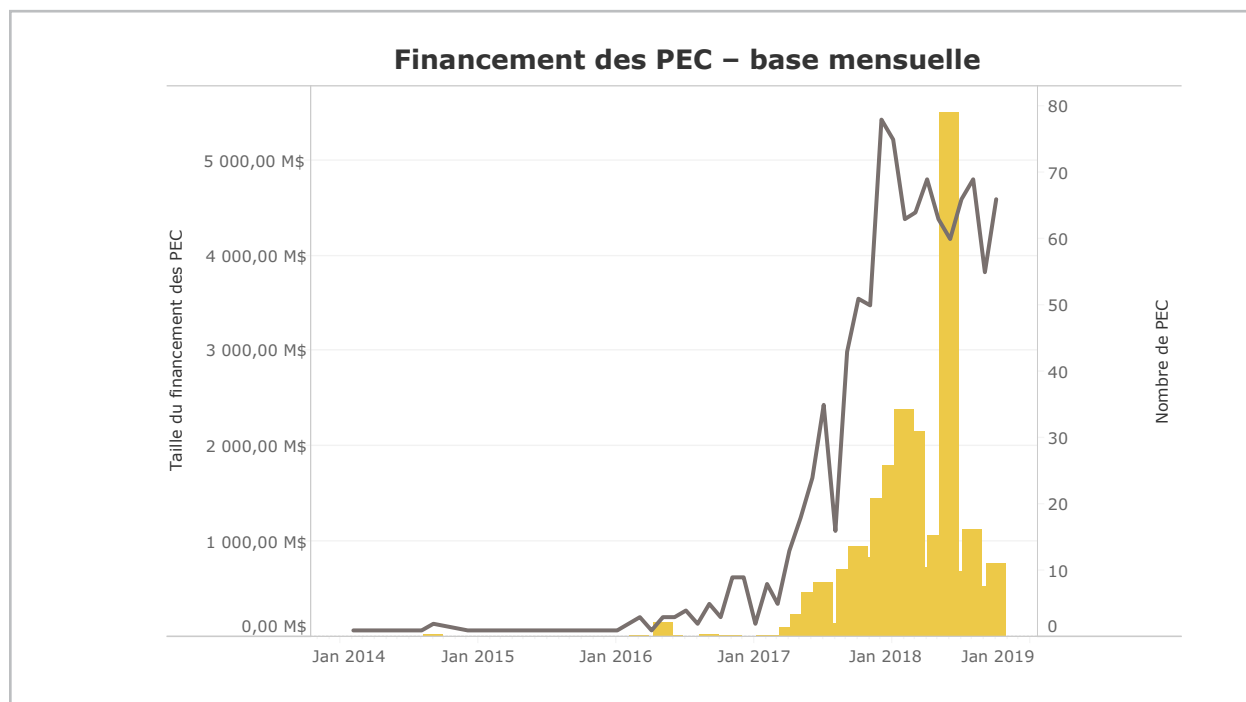
Les placements en cryptomonnaie tels que les « premières émissions d'une cryptomonnaie » (*initial coin offerings* ou ICOs) et les « premières émissions d'un jeton » (*initial token offerings* ou ITOs) gagnent du terrain sur les marchés financiers mondiaux : plus de 17 G\$ US ont été mobilisés en 2018⁴. La [figure 2](#) ci-dessous montre la croissance de la taille du financement mondial et du nombre de premières émissions d'une cryptomonnaie depuis janvier 2014. Les autorités de réglementation des valeurs mobilières ont soulevé des préoccupations concernant ces placements, en raison d'enjeux touchant la volatilité, la transparence, l'évaluation, la garde et la liquidité, ainsi que le recours à des bourses de cryptomonnaies non réglementées⁵. La question de savoir si ces placements constituent des placements de titres est aussi une préoccupation fondamentale.

3 <https://coinmarketcap.com/fr/charts/>, consulté le 24 avril 2019.

4 Ibid.

5 Par exemple, voir l'Avis 46-307 du personnel des ACVM (<https://lautorite.qc.ca/professionnels/reglementation-et-obligations/valeurs-mobilières/4-placement-de-valeurs-41-101-a-46-201/avis-des-acvm/>) ainsi que les pages [SEC.gov | Chairman's Testimony on Virtual Currencies: The Roles of the SEC and CFTC](#) et [Initial Coin Offerings | FCA](#).

FIGURE 2



La figure 2 illustre la croissance de la taille du financement mondial (en \$ US) et du nombre de premières émissions d'une cryptomonnaie entre janvier 2014 et décembre 2018⁶.

Portée

Cette publication porte sur la comptabilisation, selon les NCECF, des cryptomonnaies acquises auprès de tiers. Elle n'aborde pas la comptabilisation par les entités qui effectuent le minage de cryptomonnaies ou qui procèdent à des premières émissions d'une cryptomonnaie ou d'un jeton, ni les situations dans lesquelles une entité pourrait détenir des cryptomonnaies à titre d'intermédiaire ou de mandataire.

6 Coindesk, ICO Tracker (www.coindesk.com/ico-tracker, 2019).

Questions de comptabilité

Les NCECF existantes ne font pas explicitement référence aux cryptomonnaies. Les principales questions qui se posent en matière de comptabilité consistent à savoir si les cryptomonnaies sont des actifs et, dans l'affirmative, de quel type d'actif il s'agit selon les NCECF.

Comme nous l'avons mentionné plus haut, il existe actuellement plus de 2 000 cryptomonnaies, et d'autres sont en développement. Différentes cryptomonnaies peuvent présenter différentes caractéristiques, et les raisons d'en faire l'acquisition peuvent varier, ce qui entraîne un éventail de conséquences sur le plan comptable. Il en résulte que la méthode comptable établie pour une cryptomonnaie pourrait ne pas convenir à d'autres. Les questions de comptabilité abordées dans cette publication ne se fondent pas sur une cryptomonnaie en particulier. Les entités devraient évaluer séparément chaque cryptomonnaie détenue, en tenant compte des circonstances, des caractéristiques de la cryptomonnaie et des caractéristiques de son marché.

Une cryptomonnaie est-elle un actif?

Avant de déterminer si une NCECF spécifique pourrait s'appliquer à une cryptomonnaie, il faut d'abord se demander si la cryptomonnaie répond à la définition d'un actif. Le paragraphe .24 du chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers » de la Partie II du *Manuel de CPA Canada - Comptabilité*, définit les actifs comme « les ressources économiques sur lesquelles l'entité exerce un contrôle par suite d'opérations ou de faits passés, et qui sont susceptibles de lui procurer des avantages économiques futurs ». Le paragraphe 1000.25 précise ce qui suit :

« Les actifs ont trois caractéristiques essentielles :

1. ils représentent un avantage futur en ce qu'ils pourront, seuls ou avec d'autres actifs, contribuer directement ou indirectement aux flux de trésorerie nets futurs dans le cas des entreprises à but lucratif;
2. l'entité est en mesure de contrôler l'accès à cet avantage;
3. l'opération ou le fait à l'origine du droit de l'entité de bénéficier de l'avantage, ou à l'origine du contrôle qu'elle a sur celui-ci, s'est déjà produit. »

Les entités devront évaluer si chaque cryptomonnaie détenue peut être considérée comme un actif.

Déterminer la NCECF à appliquer

Le paragraphe .03 du chapitre 1100, « Principes comptables généralement reconnus », exige que toute entité applique les NCECF et les notes d'orientation qui traitent de la comptabilisation et de la présentation dans les états financiers des opérations ou des événements intervenus dans l'entité. Bien que les NCECF ne fassent pas explicitement référence aux cryptomonnaies, le champ d'application d'une NCECF peut inclure des éléments comportant des caractéristiques des cryptomonnaies, ce qui rend alors la norme applicable.

Lorsque la définition d'un actif est respectée, il y a lieu de consulter les normes suivantes afin d'obtenir des indications sur la comptabilisation de diverses catégories d'actifs et de déterminer si elles traitent d'éléments possédant les caractéristiques des cryptomonnaies :

1. Trésorerie (chapitre 1540, « État des flux de trésorerie »);
2. Actifs financiers autres que de la trésorerie (chapitre 3856, « Instruments financiers »);
3. Placements (chapitre 3051, « Placements »);
4. Actifs incorporels (chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels »);
5. Stocks (chapitre 3031, « Stocks »).

Une cryptomonnaie est-elle de la trésorerie (ou un équivalent de trésorerie)?

L'alinéa 1540.06 a) définit la trésorerie de la manière suivante : « La trésorerie comprend les fonds en caisse et les dépôts à vue. »

Une monnaie (y compris une monnaie étrangère) est généralement comptabilisée comme de la trésorerie. Le terme « cryptomonnaie » porte à croire qu'il s'agit d'une monnaie; toutefois, cela ne signifie pas qu'il s'agit nécessairement de trésorerie à des fins comptables.

La trésorerie sert principalement de moyen d'échange dans le cadre de l'achat ou de la vente de biens et de services, de l'acquisition de placements et du règlement de dettes. Il se peut que certaines cryptomonnaies (mais pas toutes) puissent être utilisées comme moyen d'échange; il s'agissait même de l'objectif initial du bitcoin et de certaines autres cryptomonnaies. Cependant, à l'heure actuelle, il semble que les cryptomonnaies représentent un moyen d'échange limité, comparativement aux monnaies fiduciaires plus traditionnelles. Cela s'explique en partie par le fait que, contrairement aux monnaies bien établies telles que le dollar canadien et le dollar américain, les cryptomonnaies ne sont pas garanties par une banque centrale ou reconnues comme ayant cours légal dans la plupart des territoires. De plus, certaines institutions financières majeures du Canada et des

États-Unis ont banni l'achat de cryptomonnaies au moyen de leur plateforme de cartes de crédit⁷. L'une de ces institutions a mentionné que la forte volatilité et le risque élevé constituaient les principaux facteurs ayant motivé cette décision⁸.

Les cryptomonnaies ne semblent pas actuellement répondre à la définition d'un équivalent de trésorerie qui est donnée à l'alinéa 1540.06 b), selon laquelle les équivalents de trésorerie s'entendent « des placements à court terme, très liquides, facilement convertibles en un montant connu de trésorerie et dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative », puisque leur durée de vie n'est pas courte et qu'elles subissent souvent des variations de valeur importantes à court terme. En outre, dans certains cas, des contraintes s'appliquent à la liquidité de ces cryptomonnaies ainsi qu'à leur conversion en une monnaie fiduciaire.

À l'heure actuelle, les cryptomonnaies ne sont donc pas susceptibles d'être comptabilisées en tant que trésorerie ou équivalents de trésorerie.

Une cryptomonnaie est-elle un actif financier autre que de la trésorerie?

L'une des caractéristiques clés d'un actif financier réside dans le fait que son détenteur a le droit contractuel de recevoir d'une autre entité de la trésorerie ou un autre actif financier, ou d'échanger des instruments financiers avec une autre entité à des conditions potentiellement favorables au détenteur. Le détenteur d'une cryptomonnaie n'a généralement pas un tel droit contractuel. En conséquence, les cryptomonnaies ne semblent pas répondre à la définition d'un actif financier autre que de la trésorerie selon le chapitre 3856, « Instruments financiers ».

Toutefois, certains contrats visant l'achat ou la vente de cryptomonnaies dans l'avenir (p. ex., les contrats à terme de gré à gré ou les options) ou d'autres contrats prévoyant un règlement en trésorerie selon les variations d'une cryptomonnaie en particulier pourraient répondre à la définition d'un dérivé et être comptabilisés à titre d'instruments financiers.

7 The Canadian Press. *La Banque TD interdit les achats de cryptomonnaies avec ses cartes de crédit* (<https://ici.radio-canada.ca/nouvelle/1085484/banque-td-interdiction-cryptomonnaies-cartes-credit>, 23 février 2018).

8 CNBC. *JPMorgan Chase, Bank of America & Citi bar people from buying bitcoin with a credit card* (www.cnbc.com/2018/02/02/jpmorgan-chase-bank-of-america-bar-bitcoin-buys-with-a-credit-card.html, 2 février 2018).

Une cryptomonnaie est-elle un placement?

Le chapitre 3051, « Placements », s'applique à « certains autres placements qui ne sont pas des instruments financiers (tels que les œuvres d'art ou d'autres actifs corporels détenus à des fins de placement) » (alinéa 3051.01 b)). Les cryptomonnaies qui répondent à la définition d'un actif et qui sont détenus à des fins de placement pourraient donc entrer dans le champ d'application du chapitre 3051.

Le chapitre 3051 exige que ces « autres placements qui ne sont pas des instruments financiers » soient comptabilisés à la valeur d'acquisition. Ce chapitre prévoit aussi que, à la fin de chaque période, l'entité détentrice doit déterminer, pour tout placement (y compris les cryptomonnaies mentionnées ci-dessus), s'il existe des indications d'une possible dépréciation. En cas de dépréciation, l'entité détentrice doit réduire la valeur comptable de la cryptomonnaie en la ramenant au prix qu'elle pourrait obtenir de sa vente à la date de clôture.

Lorsqu'une cryptomonnaie détenue a fait l'objet d'une réduction de valeur afin de refléter une dépréciation et que sa valeur augmente par la suite, la moins-value déjà comptabilisée doit faire l'objet d'une reprise dans la mesure de l'amélioration (paragraphe 3051.26). Le montant de la reprise correspond soit à l'augmentation de la valeur, soit à la réduction de valeur comptabilisée antérieurement, selon le moins élevé de ces deux montants.

Une cryptomonnaie est-elle un actif incorporel?

Selon l'alinéa .08 h) du chapitre 3064, « Écarts d'acquisition et actifs incorporels », un actif incorporel est « un actif non monétaire identifiable sans substance physique ». En général, les cryptomonnaies sont identifiables et sans substance physique. Elles sont aussi généralement non monétaires, car elles ne répondent pas à la définition des actifs monétaires énoncée à l'alinéa 3064.08 i), selon laquelle les actifs monétaires sont « les actifs à recevoir en argent pour des montants fixes ou déterminables ».

Par conséquent, il semble que de nombreuses cryptomonnaies satisfaisant aux conditions de comptabilisation en tant qu'actif mais non aux conditions de comptabilisation en tant que placement selon le chapitre 3051, ou en tant qu'élément de stocks selon le chapitre 3031, sont susceptibles de répondre à la définition d'un actif incorporel et entrent donc dans le champ d'application du chapitre 3064.

Une cryptomonnaie qui est comptabilisée en tant qu'actif incorporel doit être évaluée initialement au coût. Il est probable que les cryptomonnaies puissent être considérées comme des actifs incorporels à durée de vie utile indéfinie si aucun facteur n'indique une durée de vie utile limitée, auquel cas elles ne seraient pas amorties.

Une cryptomonnaie doit être soumise à un test de dépréciation de la même manière que tout autre actif incorporel à durée de vie indéfinie. Lorsque la juste valeur de la cryptomonnaie détenue est inférieure à sa valeur comptable, celle-ci est ramenée à la juste valeur actuelle de l'actif en question. La perte de valeur ne doit pas faire l'objet de reprises si la juste valeur s'accroît ultérieurement.

Une cryptomonnaie est-elle un élément des stocks?

Le chapitre 3064 ne s'applique pas aux actifs incorporels détenus par une entité en vue de leur vente dans le cours normal de son activité. Ces actifs incorporels devraient être comptabilisés conformément au chapitre 3031, « Stocks ». Les cryptomonnaies entrant dans le champ d'application du chapitre 3031 seraient évaluées au plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation, selon le modèle général des stocks prévu par ce chapitre. Les diminutions de la valeur nette de réalisation seraient donc comptabilisées dans l'état des résultats, tandis que les augmentations de la valeur nette de réalisation excédant les diminutions comptabilisées précédemment ne seraient pas constatées.

Cependant, la comptabilisation est différente dans le cas des négociateurs en marchandises. Le paragraphe 3031.06 définit les négociateurs en marchandises comme « ceux qui achètent ou vendent des marchandises pour le compte de tiers ou pour leur propre compte [...] en vue de leur vente dans un avenir proche et de dégager un bénéfice des fluctuations de prix ». Les négociateurs en marchandises évaluent leurs stocks à la juste valeur diminuée des coûts de vente, et les variations de juste valeur sont comptabilisées en résultat net. Bien que ce résultat comptable puisse sembler logique pour bien des gens, il n'est applicable qu'aux entités qui répondent à la définition d'un négociateur en marchandises.

Autres considérations

Le chapitre 1100, « Principes comptables généralement reconnus », indique ce que la direction d'une entité doit faire lorsque les sources premières des PCGR (c'est-à-dire les normes et les notes d'orientation comprises dans les NCECF) ne traitent pas de la comptabilisation et de la présentation dans les états financiers d'opérations ou d'événements intervenus dans l'entité. Cependant, comme nous l'avons mentionné précédemment, il semble qu'une NCECF s'applique à la détention de cryptomonnaies. La question de savoir de quelle NCECF il s'agit peut par contre dépendre des faits et circonstances spécifiques. De ce fait, il semble qu'il serait inapproprié que la direction consulte d'autres sources que les sources premières des PCGR pour déterminer comment comptabiliser une cryptomonnaie détenue par l'entité.

Résumé

Le tableau ci-dessous résume notre analyse des NCECF qui pourraient s'appliquer pour la comptabilisation des cryptomonnaies :

Catégorie d'actifs et NCECF applicable	Les crypto-monnaies entrent-elles dans le champ d'application de la NCECF applicable?	Évaluation initiale	Évaluation ultérieure	Comptabilisation d'une diminution de valeur	Comptabilisation d'une augmentation de valeur
Trésorerie et équivalents de trésoreries (chapitre 1540)	✗	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Actifs financiers autres que de la trésorerie (chapitre 3856)	✗	S.O.	S.O.	S.O.	S.O.
Placements (chapitre 3051)	✓	Coût	Coût diminué du cumul des pertes de valeur	En résultat net	Constater uniquement les augmentations dans la mesure des diminutions constatées antérieurement
Actifs incorporels (chapitre 3064)	✓	Coût	Coût diminué de l'amortissement cumulé (le cas échéant) et du cumul des pertes de valeur	En résultat net	Ne pas comptabiliser les augmentations de la juste valeur

Catégorie d'actifs et NCECF applicable	Les crypto-monnaies entrent-elles dans le champ d'application de la NCECF applicable?	Évaluation initiale	Évaluation ultérieure	Comptabilisation d'une diminution de valeur	Comptabilisation d'une augmentation de valeur
Stocks (chapitre 3031) – négociateurs en marchandises	✓	Coût	Juste valeur diminuée des coûts de vente	En résultat net	En résultat net
Stocks (chapitre 3031)	✓	Coût	Plus faible du coût et de la valeur nette de réalisation	En résultat net	Constater uniquement les augmentations de la valeur nette de réalisation n'excédant pas les diminutions comptabilisées antérieurement

✓ = possible, selon les circonstances

✗ = peu probable, selon les circonstances

Informations à fournir

Les entités devraient se conformer aux obligations d'information énoncées dans les NCECF qu'elles appliquent pour la comptabilisation des cryptomonnaies (p. ex., chapitres 3031, 3051 ou 3064). Toutefois, compte tenu de la complexité et de la volatilité qui sont associées aux cryptomonnaies, les entités devraient déterminer s'il est nécessaire de fournir des informations supplémentaires sur les cryptomonnaies qu'elles détiennent.

Le paragraphe .12 du chapitre 1000, « Fondements conceptuels des états financiers », énonce ce qui suit :

L'objectif des états financiers est de communiquer des informations utiles aux investisseurs, aux créanciers et aux autres utilisateurs (les « utilisateurs ») qui ont à prendre des décisions en matière d'attribution des ressources ou à apprécier la façon dont la direction s'acquitte de sa responsabilité de gérance. En conséquence, les états financiers fournissent des informations sur :

- a. les ressources économiques, les obligations et les capitaux propres de l'entité;
- b. l'évolution des ressources économiques, des obligations et des capitaux propres de l'entité;
- c. la performance économique de l'entité.

L'alinéa .04 b) du chapitre 1400, « Normes générales de présentation des états financiers », précise que pour atteindre l'objectif d'une image fidèle selon les PCGR, il faut « fournir des informations suffisantes à propos des opérations ou des événements qui ont un effet sur la situation financière, les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie de l'entité pour les périodes présentées, et dont la dimension, la nature et l'incidence sont telles que leur mention est nécessaire à la compréhension de cet effet ».

Outre les informations exigées par une NCECF spécifique, il pourrait aussi être pertinent de fournir les informations suivantes, entre autres :

- une description de la cryptomonnaie, ses principales caractéristiques et l'objet de sa détention (p. ex., investissement, achat de biens et de services);
- le nombre d'unités de la cryptomonnaie détenues à la clôture de l'exercice;
- la façon dont la méthode comptable a été déterminée;
- la juste valeur de la cryptomonnaie;
- des informations sur le risque de marché associé à la cryptomonnaie (p. ex., volatilité historique).

Incidences fiscales

L'Agence du revenu du Canada (ARC) a indiqué que les transactions concernant les cryptomonnaies sont assujetties à l'impôt, et qu'elles sont classées comme une marchandise et ne sont pas considérées comme une monnaie émise par le gouvernement d'un pays⁹. De ce fait, lorsque les cryptomonnaies sont utilisées pour acheter des biens ou des services, l'ARC considère cette transaction comme une opération de troc aux fins de l'impôt sur le revenu. Selon l'ARC, « [d]ans les cas de troc entre personnes qui traitent sans lien de dépendance, il est essentiel que chacune d'elles estime que la valeur de ce qu'elle a reçu est au moins égale à la valeur de ce qu'elle donne en échange¹⁰. Il faut s'appuyer sur ce principe pour déterminer le coût de base de la cryptomonnaie, ainsi que la contrepartie utilisée à l'égard d'une opération de vente ou de cession.

Incidences sur l'impôt sur le revenu

Réception de cryptomonnaies comme paiement de biens ou de services

Lorsqu'une entreprise accepte une cryptomonnaie comme paiement de biens ou de services fournis dans le cours normal des activités, les indications de l'ARC sur les opérations de troc stipulent que l'entreprise sera réputée avoir vendu les biens ou les services au prix qu'elle aurait normalement demandé à un tiers¹¹. Le coût de la cryptomonnaie pour le fournisseur du produit ou du service pour les transactions futures correspondra à cette valeur. Une perte ou un gain futur sur la cession de la cryptomonnaie constituera soit un élément de revenu soit un élément de capital, et le raisonnement qui sous-tend cette détermination est expliqué ci-dessous.

Utilisation de cryptomonnaies pour l'acquisition de biens ou de services

Le concept d'évaluation du bien cédé s'applique également à l'acheteur de biens ou de services. Pour l'acheteur, le coût du bien reçu (ou la valeur des services acquis) correspondra à la valeur du bien cédé, soit la cryptomonnaie. Étant donné qu'un gain ou une perte découlera de la cession de la cryptomonnaie, l'entreprise devra déterminer si ce gain ou cette perte constituera un élément de revenu ou de capital.

9 Document 2013-051470117 de l'ARC, *Bitcoins*, 23 décembre 2013.

10 ARC, Bulletin d'interprétation IT-490, « Troc », 5 juillet 1982 (version archivée).

11 ARC, Bulletin d'interprétation IT-490, « Troc », 5 juillet 1982.

Négociation de cryptomonnaies

Lorsqu'une entreprise cède des cryptomonnaies, que ce soit par le biais d'une opération de troc ou simplement dans le cadre d'une négociation, elle doit déterminer si les gains ou les pertes constituent un élément de revenu ou de capital. Plus particulièrement, la cryptomonnaie pourrait être un élément des stocks ou un bien acquis dans le cadre d'un projet comportant un risque de caractère commercial, auquel cas tout gain ou perte futur constituerait un élément de revenu. Le bien pourrait aussi être une immobilisation, ce qui signifie que les pertes ou les gains futurs constitueraient un élément de capital.

Étant donné qu'aucune règle spécifique n'a encore été établie par le gouvernement à l'égard des cryptomonnaies, les considérations habituelles qui touchent les transactions relatives à des biens s'appliqueront. Il n'existe pas de règle absolue, mais les facteurs pris en compte par les tribunaux pour prendre des décisions comprennent les suivants :

- la fréquence des transactions;
- la période de détention du bien;
- la question de savoir s'il y avait une intention d'acquérir le bien pour le revendre à profit;
- la nature et la quantité du bien détenu;
- le temps consacré à l'activité;
- les connaissances spécifiques du contribuable concernant le marché;
- la relation avec d'autres activités commerciales.

Conséquences au chapitre de la taxe sur les produits et services / la taxe de vente harmonisée (TPS/TVH)

L'ARC a précisé que lorsqu'une entité effectue la fourniture taxable d'un bien ou d'un service et que la contrepartie utilisée pour cette fourniture est une cryptomonnaie, la valeur de cette contrepartie est réputée correspondre à la juste valeur marchande du bien ou du service au moment où la fourniture est effectuée¹². Ce traitement est donc conforme au traitement applicable aux fins de l'impôt sur le revenu. Le fournisseur doit percevoir et verser la TPS/TVH applicable au montant de la contrepartie. Si le fournisseur est un inscrit à la TPS/TVH, l'acquéreur devrait être admissible à un crédit de taxe sur les intrants pour le montant de la TPS/TVH.

Mises à part les indications qui précèdent, l'ARC a fourni très peu d'information sur les conséquences des transactions en cryptomonnaie au chapitre de la TPS/TVH. Des questions importantes demeurent, notamment celle de savoir si la fourniture d'une cryptomonnaie

12 ARC, Bulletin d'interprétation IT-490, « Troc », 5 juillet 1982 (version archivée).

sera considérée comme une fourniture taxable aux fins de la TPS/TVH. Au moment de la parution du présent document, l'ARC a fait savoir qu'elle comptait publier d'autres indications sur le sujet dans un avenir rapproché.

La façon dont les principes fiscaux généraux s'appliqueront aux transactions en cryptomonnaie se précisera davantage lorsque le gouvernement énoncera des règles fiscales ou des indications plus précises à l'égard de ces transactions, ou lorsqu'une affaire concernant une telle transaction sera portée devant la Cour de l'impôt.

Annexe – Pour de plus amples informations

Cette annexe fournit des liens vers des ressources externes pouvant être utiles :

1. Banque du Canada. *Monnaies électroniques et technologies financières*. <https://www.banqueducanada.ca/recherches/monnaies-electroniques-et-technologies-financieres/>
2. Comité sénatorial permanent des banques et du commerce. *Les cryptomonnaies : pile ou face?* Juin 2015. <https://sencanada.ca/content/sen/committee/412/banc/rms/12jun15/home-f.htm>
3. Commission des valeurs mobilières de l'Ontario. *Renseignements sur la réglementation des cryptomonnaies au Canada*. <http://research.osc.gov.on.ca/c.php?g=699050&p=4969862>
4. CPA Canada. *Facteurs à considérer pour l'audit des actifs et des transactions en cryptomonnaies*. www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/audit-et-certification/normes-canadiennes-daudit-nca/publications/audit-actifs-transactions-cryptomonnaies
5. CPA Canada. *Introduction à la comptabilisation des cryptomonnaies selon les IFRS*. www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/information-financiere-et-non-financiere/normes-internationales-dinformation-financiere-ifrs/publications/comptabilisation-cryptomonnaies-normes-ifrs
6. CPA Canada. *Perturbation technologique des marchés financiers et de la communication de l'information? Aperçu de la chaîne de blocs*. www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/domaines-connexes/technologies-et-gestion-de-linformation/publications/introduction-a-la-technologie-de-la-chaine-de-blocs
7. CPA Canada. *La technologie de la chaîne de blocs et son incidence potentielle sur la profession d'auditeur et de certificateur*. www.cpacanada.ca/fr/ressources-en-comptabilite-et-en-affaires/audit-et-certification/normes-canadiennes-daudit-nca/publications/chaine-blocs-audit
8. CPA Ontario. *Navigating the Brave New World of Cryptocurrency and ICOs*. Mai 2018. <https://media.cpaontario.ca/stewardship-of-the-profession/pdfs/Navigating-the-Brave-New-World-of-Cryptocurrency-and-ICOs.pdf>

9. Les cryptomonnaies étaient à l'ordre du jour de la réunion du 10 janvier 2018 du Groupe de discussion sur les IFRS.
 - a. Compte rendu de la réunion. www.nifccanada.ca/normes-internationales-dinformation-financiere/groupe-de-discussion-sur-les-ifrs/sujets-deja-traites/item85460.pdf
 - b. Webdiffusion audio. www.nifccanada.ca/normes-internationales-dinformation-financiere/groupe-de-discussion-sur-les-ifrs/january-10,-2018/item85302.aspx
10. Les cryptomonnaies étaient à l'ordre du jour de la réunion du 9 décembre 2016 du forum consultatif sur la normalisation comptable (Accounting Standards Advisory Forum).
 - a. Document de référence : *Digital currency – A case for standard setting activity*. <http://www.ifrs.org/-/media/feature/meetings/2016/december/asaf/digital-currency/asaf-05-aasb-digitalcurrency.pdf>
 - b. Webdiffusion audio. <http://www.ifrs.org/-/media/feature/meetings/2016/december/asaf/asaf-audio/cryptocurrencies-ap5.mp3>
11. Deloitte. *Blockchain: A technical primer*. 6 février 2018. www2.deloitte.com/insights/us/en/topics/emerging-technologies/blockchain-technical-primer.html
12. EY. *IFRS (#): Accounting for crypto-assets*. 2018. [www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-IFRS-Accounting-for-crypto-assets/\\$File/EY-IFRS-Accounting-for-crypto-assets.pdf](http://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-IFRS-Accounting-for-crypto-assets/$File/EY-IFRS-Accounting-for-crypto-assets.pdf)
13. EY. *Applying IFRS: Accounting by holders of crypto-assets*. Août 2018. [https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-applying-ifrs-accounting-by-holders-of-crypto-assets/\\$File/EY-applying-ifrs-accounting-by-holders-of-crypto-assets.pdf](https://www.ey.com/Publication/vwLUAssets/EY-applying-ifrs-accounting-by-holders-of-crypto-assets/$File/EY-applying-ifrs-accounting-by-holders-of-crypto-assets.pdf)
14. Grant Thornton International Ltd. *IFRS Viewpoint – Accounting for cryptocurrencies – the basics*. <https://www.grantthornton.global/globalassets/1.-member-firms/global/insights/article-pdfs/ifrs/ifrs-viewpoint-9---accounting-for-cryptocurrencies--the-basics.pdf>
15. KPMG. *Introducing blockchain and cryptocurrencies*. <https://home.kpmg.com/xx/en/home/insights/2018/07/ifrstoday-podcast-04-blockchain-cryptocurrencies-190718.html>
16. Oliver Wyman. *Cryptocurrencies And Public Policy*. www.oliverwyman.com/our-expertise/insights/2018/feb/cryptocurrencies-and-public-policy.html
17. PwC. *Cryptocurrency – despite its name – is not accounted for as currency*. Mars 2018. www.pwc.com/us/en/cfodirect/assets/pdf/point-of-view/cryptocurrency-bitcoin-accounting.pdf

18. PwC. *Cryptographic assets and related transactions: accounting considerations under IFRS*. Septembre 2018.
<https://inform.pwc.com/inform2/show?action=informContent&id=1806215709082552>
19. PwC. *Making sense of bitcoin, cryptocurrency, and Blockchain*.
www.pwc.com/us/en/industries/financial-services/fintech/bitcoin-blockchain-cryptocurrency.html
20. Securities and Exchange Commission des États-Unis. *Spotlight on Initial Coin Offerings and Digital Assets*. www.investor.gov/additional-resources/specialized-resources/spotlight-initial-coin-offerings-digital-assets



CPA

COMPTABLES
PROFESSIONNELS
AGRÉÉS
CANADA

277, RUE WELLINGTON OUEST
TORONTO (ONTARIO) CANADA M5V 3H2
TÉL. : 416 977.3222 TÉLÉC. : 416 977.8585
WWW.CPACANADA.CA